

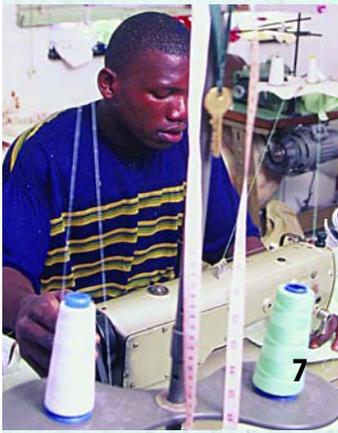


LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DA L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol 9 No 3 Août 2006

A L'INTERIEUR...



La région de la SADC récolte les dividendes de la paix

par Joseph Ngwawi

UN ENVIRONNEMENT paisible et stable sans précédent en Afrique Australe indique de nouvelles opportunités pour une région qui a subi des conflits successifs pendant la plus grande partie de ces cinquantes dernières années.

Pour la première fois depuis la fin des années 40, lorsque l'Afrique du Sud affermissait sa politique d'apartheid de l'époque et que le nationalisme africain a donné naissance à des mouvements de libération dans la majorité des Etats Membres de la SADC, l'Afrique Australe jouit d'une paix relative, d'une stabilité politique et de la sécurité.

Une paix durable est revenue en Namibie après l'indépendance en 1990, au Mozambique suite à la signature de l'accord de paix de 1992 qui a mis fin à 16 années de guerre civile, en l'Afrique du Sud après le gouvernement par la majorité et la fin du système apartheid en 1994.

Les fusils se sont tus en Angola tandis que des factions modestes d'insurgés armés troublent

périodiquement l'environnement généralement paisible et tranquille de la République Démocratique du Congo (RDC).

Guidée par le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO) – plan directeur de la région d'une durée de 15 ans sur les affaires politiques et de sécurité – la SADC s'est embarquée dans diverses actions visant à contribuer au maintien et à la consolidation de la paix et la sécurité.

Des structures ont été conçues pour rendre plus efficaces les initiatives de préservation de la paix et de la sécurité.

La mise en oeuvre du SIPO est divisée en quatre secteurs importants: politique, défense, sécurité gouvernementale et sécurité publique.

A en juger par les résultats des élections de ces deux dernières années, la situation politique régionale est caractérisée par une acceptation du pluralisme politique.

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
SECURITE ALIMENTAIRE	5
ELECTIONS	6
PROFIL	7
BUSINESS PLANS	8-9
INNOVATIONS	10
AFFAIRES	11
ENVIRONNEMENT	12
COMMUNAUTE	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

La région de la SADC récolte les dividendes de la paix

Suite de la page 1

Une telle structure est le Comité Inter-gouvernemental pour la Politique et la Diplomatie (ISPDC), composé des ministres des affaires étrangères des Etats Membres de la SADC.

Lors de sa réunion annuelle en Namibie en juin, l'ISPDC a remarqué que la région demeure dans l'ensemble politiquement stable et paisible, et que l'environnement international était favorable à la région en ce qui concerne le flot d'investissement public et privé.

Le prix réel de la paix et de la stabilité dans la région est la consolidation des succès macroéconomiques actuels dont jouissent les Etats Membres.

Le retour d'une paix durable en Angola, RDC, Mozambique, Namibie et Afrique du Sud a renforcé leur capacité à exploiter efficacement la vaste quantité de minéraux et autres ressources à leur disposition, et de développer des politiques pour la provision de services sociaux et l'éradication de la pauvreté.

Dans le cas de la RDC, le pays abrite l'un des plus riches gisements de diamant, cuivre et cobalt. La RDC (jadis Zaïre) était le quatrième plus gros producteur de diamants industriels dans les années 80s et le minierai continue de compter pour plus de la moitié de ses exports annuels.

La RDC possède également une capacité agricole largement inexploitée et pourrait être le prochain réservoir alimentaire de l'Afrique, si le processus de paix actuel peut être maintenu.

A cheval sur l'équateur et traversant deux zones tropicales, son climat favorise la culture d'un large éventail de cultures tropicales et sous-tropicales. Plus de la moitié des terres de la RDC est arable et propice à l'agriculture, mais seule une fraction est actuellement exploitée.

L'Angola, également, possède un vaste potentiel agricole et commence à récolter un dividende provenant de la paix grâce à la stabilité existant désormais dans le pays.

Le Petrodollar a alimenté une expansion de la restauration dans le pays déchiré par 27 années de guerre civile qui a pris fin en 2002, et les bailleurs et les investisseurs aident également à la reconstruction, surtout les réseaux routiers, ferroviaires et l'urbanisme.

L'Angola est le second producteur de pétrole brut de l'Afrique sous-Saharienne après le Nigéria et pompe 1,4 million de barils par jour, un chiffre que le gouvernement prévoit à deux millions par jour d'ici la fin de 2007.

Depuis la fin de la guerre civile en 1992, l'économie du Mozambique s'est accrue grâce aux réformes économiques et aux développements infrastructurels.

Il a enregistré une croissance du Produit Intérieur d'environ huit pour cent par an de 1995 à 2004, avec une prévision annoncée par le gouvernement et le Fond Monétaire International d'une croissance de 7,9 pour cent en 2006.

La Namibie a également apprécié les bénéfices de la paix et de la stabilité depuis son indépendance, il y a 16 ans.

Le secteur minier est l'épine dorsale traditionnelle de l'économie et génère la plus grosse portion des revenus en devise de la Namibie. La Namibie est le cinquième plus grand producteur mondial d'uranium et possède de vastes gisements de diamant.

Elle a contribué de façon importante à l'intégration régionale et accueille le Forum Parlementaire de la SADC et le Tribunal de la SADC.

La chute de l'apartheid en Afrique du Sud a ouvert d'énormes opportunités pour la région, fermant le chapitre sur une longue période de déstabilisation économique et militaire.

La nouvelle Afrique du Sud a été un dépositaire régional et international important dans les

efforts de résolution de conflit et abrite le Parlement Panafricain (PAP) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) entre autres organismes continentaux. PAP et NEPAD sont deux des institutions les plus importantes de l'Union Africaine.

Un autre dividende découlant du retour d'une démocratie multiraciale en Afrique du Sud a été sa capacité d'accueillir d'importants événements internationaux tels que la Coupe du Monde de Rugby en 1995, la Coupe Africaine des Nations en 1996 et le Sommet Mondial sur le Développement Durable en 2002.

Le pays accueillera la Coupe du Monde FIFA 2010, ce sera la première fois qu'un tel événement aura lieu en Afrique. La Coupe du Monde attirera l'attention internationale sur la région de la SADC, avec pour résultats des bénéfices pour tous les Etats Membres.

La région excelle dans les opérations de maintien de la paix

LA SADC a renforcé sa capacité de soutien pour la paix en créant une armée d'intervention dont le rôle sera de s'acquitter de tâches de maintien de la paix en périodes de conflit.

Un total de 1330 soldats de la paix ont été formés au Centre de Formation des Forces Régionales de Maintien de la Paix basé à Harare (RPTC) depuis son établissement en 1995.

L'objectif est d'avoir une force régionale d'intervention de 4000 à 5000 d'ici 2010 qui répondrait aux requêtes pour les tâches de pacification dans la région de la SADC ou d'autres parties du monde.

En plus de former du personnel militaire, le RPTC forme également des civils qui ont un rôle important dans les missions de soutien de la paix où ils facilitent la transition sans bavure de situations de guerre aux situations de paix.

Ils fournissent les services de soutiens nécessaires au personnel militaire et s'acquittent du travail

préparatoire pour l'établissement d'infrastructure cruciale pour garantir un retour harmonieux à la paix.

"Le personnel civil est vital dans les missions de soutien de paix parce qu'il gère les bureaux politiques et humanitaires et son rôle est de conseiller les autres dépositaires sur la manière d'aborder le processus dans son ensemble," explique Joe Muzvidziwa, directeur du RPTC.

Depuis 1991, les troupes de la SADC ont contribué à plus de 15 missions d'opération de pacification au sein de l'Afrique et en dehors.

Le Zimbabwe offre une formation à la région sur les responsabilités de pacification depuis 1995. Auparavant, le centre était une installation du gouvernement zimbabwéen et fut transformé en centre régional de formation lorsque le gouvernement danois a financé la construction du centre suite à une requête des Etats Membres de la SADC.

La formation d'une force d'intervention est en accord avec l'article 13 de la Commission de l'Union Africaine sur les armées d'intervention, qui exigent que chacune des cinq régions africaines ait un minimum de 4000 soldats de la paix.

L'ambassadeur namibien au Zimbabwe, Kakena Nangula, prenant la parole lors de la cérémonie de remise des diplômes en mars, déclare que la création de la force d'intervention était une condition cruciale pour atteindre une intégration et coopération régionale ainsi que l'esprit de "prospérité pour son voisin". "Ce sera uniquement lorsque nous serons unis et parlerons le même langage que notre région pourra participer dans les débats globaux et autres activités d'une position de force," dit-elle.

La Namibie préside l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité qui s'occupe des questions telles que les opérations de maintien de la paix et la prévention de conflit.



Les nations sont exhortées à prendre une décision sur la question d'adhésion multiple

LES ETATS membres de la SADC ont été exhortés à résoudre la question d'adhésion multiple alors que la région progresse vers l'instauration d'un Syndicat des Douanes d'ici 2010.

Plusieurs pays de la SADC appartiennent à d'autres groupements économiques avec différents accords commerciaux, ce qui présente des difficultés car légalement aucun pays ne peut appartenir à plus d'un syndicat des douanes.

"D'ici 2010, Le Syndicat des Douanes propre à la SADC sera en place et chaque pays devra choisir où il veut appartenir. La CIM a donc exhorté les États Membres à soumettre leurs positions au Secrétariat sur cette question," informe le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, à la fin des deux jours de la réunion de la Commission Intégrée des Ministres (CIM) tenue en Afrique du Sud en juin.

Les débordements existent dans l'adhésion de la SADC, du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), le Syndicat des Douanes de l'Afrique du Sud, la Communauté de l'Afrique de l'Est et le Forum de Facilitation pour l'Intégration Régionale (FFIR).

FFIR est un arrangement bénévole et non-contractuel sous lequel les nations participantes mettent en oeuvre des mesures visant à faciliter le flot d'investissement dans leurs économies et à travers la région.

Non seulement les mesures du FFIR copient celles mises en place sous les traités SADC et COMESA, mais également plusieurs éléments des programmes déjà à l'ordre du jour d'autres organisations sous-régionales.

Il se compose de 14 pays – le Burundi, Les Comores, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, la Namibie, le Rwanda, Les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

La CIM exige que les ministres du commerce soumettent des recommandations sur les accords

commerciaux empiétant à la réunion du Conseil des Ministres en août 2006

Six nations – à la fois membres de la SADC et de la COMESA – sont actuellement occupées à négocier, en dehors de la configuration de la SADC, sur des

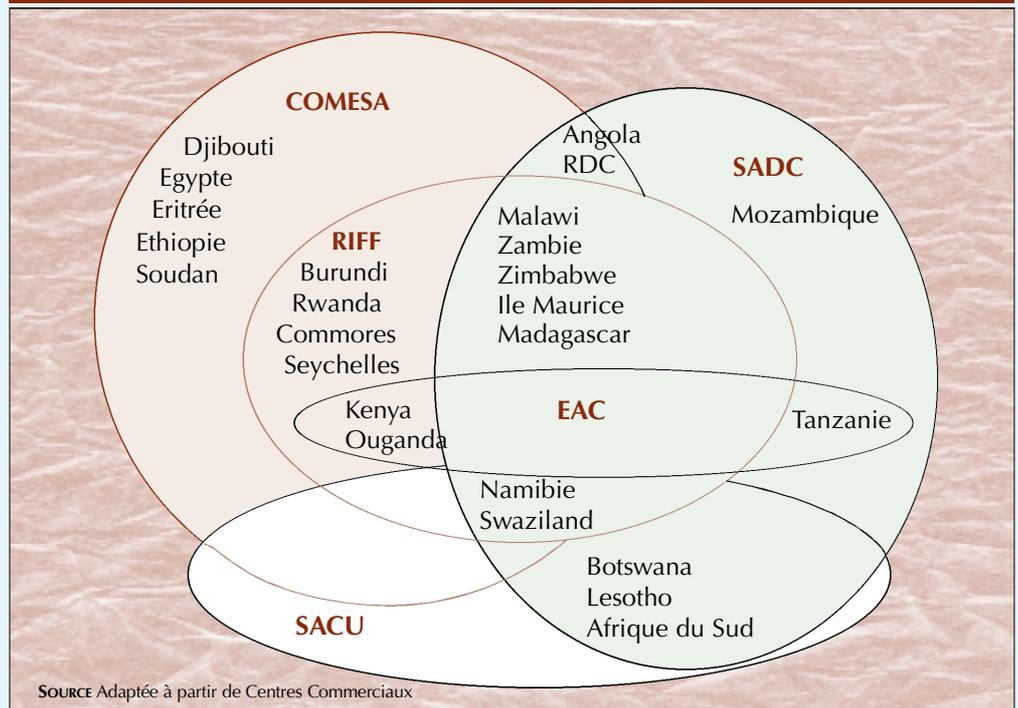
Accords de Partenariat Economique (EPAs) avec l'Union Européenne.

Les pays – RDC, Madagascar, Malawi, Île Maurice, Zambie et Zimbabwe – sont engagés dans des négociations sous la bannière de l'Afrique Orientale et Australe (ESA).

Angola, Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland et la République Unie de Tanzanie négocient en tant que SADC.

L'Afrique du Sud participe en tant qu'observateur après avoir conclu son propre accord commercial avec l'UE à la fin des années 1990s.

Groupements Commerciaux Régionaux en Afrique Orientale et Australe



Visa d'entrée gratuit pour les pays réservoirs clés de touristes d'ici 2008

L'ORGANISATION Régionale de Tourisme de l'Afrique Australe (RETOSA), une institution de la SADC responsable de la promotion du secteur du tourisme de la région, prévoit l'exemption de visa pour les citoyens voyageant entre les états de l'Afrique Australe, ainsi que l'introduction de l'UNIVISA SADC pour les visiteurs des marchés réservoirs touristiques clés, d'ici la fin de 2008.

Ceci fut la recommandation d'une réunion des dépositaires du tourisme de la SADC au Swaziland en mai, qui discuta des résultats d'une étude sur les implications d'un UNIVISA SADC et d'une exemption de visa.

Selon RETOSA, les dépositaires du secteur du tourisme ont convenu que les exemptions de visa devraient s'appliquer aux marchés réservoirs touristiques clés pour la région de la SADC.

Les pays ne figurant pas sur la liste des marchés réservoirs clés devraient bénéficier du système UNIVISA, leur permettant de voyager dans la totalité de la région de la SADC avec un seul visa, explique RETOSA.

Les exemptions de visa pour les citoyens de la SADC furent également discutées lors de la réunion du Swaziland et il fut convenu d'en faire la priorité numéro un.

Environ trois-quarts des États Membres appliquent déjà l'exemption

de visa pour les citoyens de certains pays SADC partenaires.

La Commission Intégrée des Ministres de la SADC (CIM), qui s'est réunie en Afrique du Sud en Juin, a remarqué que cette région continue d'accomplir une part médiocre du marché global dans le secteur du tourisme, en raison de faibles statistiques des arrivées provenant des marchés réservoirs globaux résultant d'obstacles tels que les restrictions de visa.

La CIM a résolu que les ministres de la SADC responsables du tourisme devraient se réunir afin de finaliser les modalités de mise en place de l'UNIVISA, en consultation avec les principaux dépositaires.

La Chine et l'Inde deviennent les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique

LA SADC s'apprête à bénéficier de l'expansion des marchandises, déclenchée par la demande chinoise et indienne et est supposée consolider les relations existantes avec ces nouvelles puissances économiques.

Les dirigeants politiques et les hommes d'affaires de la région et autres régions de l'Afrique, réunis en Afrique du Sud lors du Forum Mondial Economique sur l'Afrique en juin, ont convenu de la nécessité d'établir un nouveau partenariat avec la Chine et l'Inde afin qu'elles puissent contribuer au développement du continent.

Largement considérées comme "nouveaux centres de puissance économique", durant ces cinq dernières années, la Chine et l'Inde s'affirment comme partenaires commerciaux importants de l'Afrique.

La croissance économique rapide de la Chine et de l'Inde a renoué leurs liens avec l'Afrique, et le commerce du continent avec les deux pays a triplé en juste cinq ans. L'investissement et l'assistance sont également en hausse.

Le président tanzanien, Jakaya Kikwete, a décrit les pays asiatiques comme modèles du changement capables de contribuer de façon importante à la transformation de l'Afrique.

"Ils donnent l'espoir à l'Afrique qu'il est possible d'extirper nos nations de la misère et de les placer sur la voie du développement. Un jour, avec les politiques adéquates et les actions pertinentes, nous aussi pourrons y parvenir," déclare Kikwete.

La Chine et l'Inde ont émergé du sous-développement et de la pauvreté largement répandue pour devenir des géants économiques.

Au niveau pratique, ils peuvent contribuer au développement de l'Afrique en fournissant des marchés pour les produits africains, ainsi que de constituer des sources peu onéreuses dans le domaine de la technologie et de la médecine.

Mandisi Mpahlwa, Ministre du Commerce et

de l'Industrie de l'Afrique du Sud ajoute que les "nouveaux centres de puissance économique" comprennent les problèmes avec lesquels l'Afrique se débat.

"Ils ont l'expérience de conditions similaires, tout comme une énorme portion des peuples africains dont la subsistance est tributaire de l'agriculture. Ce qui est très différent du monde développé," ajoute Mpahlwa.

Depuis l'an 2000, le commerce entre la Chine et l'Afrique a plus que triplé, s'élevant de US\$10 milliard en 2000 à US\$35 milliard en 2005.

De même, l'investissement chinois en Afrique est en rapide expansion, avec quelques 800 entreprises chinoises opérant sur le continent.

L'appétit de la Chine pour les produits bruts aide à pousser les économies africaines à une croissance maximum en trois décennies. Les produits fabriqués en Chine ont fourni des options plus abordables pour le consommateur africain.

Une large portion du commerce et de l'investissement africain de la

Chine est liée à l'énergie. Jadis le plus gros exportateur de pétrole en Asie, la Chine devint un importateur net de pétrole en 1993 alors que la demande intérieure augmenta et que la production locale de pétrole brut déclina.

Elle importe plus de 40 pour cent de ces besoins en pétrole dont 25 pour cent proviennent de l'Afrique. La Chine possède des investissements de pétrole en Angola, Soudan, Nigéria, Tchad, Algérie, Gabon et Guinée Equatoriale.

De même ces récentes années, l'Inde a activement promu le commerce avec l'Afrique. Afin de revigorer le commerce national avec la région africaine sous-saharienne, le gouvernement indien a lancé le programme "Focus: Afrique" couvrant la période 2002-07.

Les pays cibles identifiés durant la première phase du programme inclut l'Ile Maurice, le Kenya et l'Ethiopie, mais cet aspect a été développé pour inclure plus de pays.

L'Inde fournit une assistance financière à diverses organisations

pour la promotion du commerce, conseils pour la promotion de l'export et des chambres d'association d'exécutifs professionnels sous forme d'assistance au développement de marché sous le programme "Focus: Afrique".

Le fabricant indien de véhicule, Tata Motors, a fait d'important progrès dans l'industrie automobile lucrative de l'Afrique du Sud.

A travers le Forum SADC-Inde, l'Afrique Australe et l'Inde ont décidé de joindre leurs efforts dans les domaines de l'agriculture, la promotion des petites et moyennes industries, les médicaments et la pharmaceutique, le développement des ressources humaines, la gestion des ressources hydrauliques, et la technologie de l'information et des communications.

La première session du forum eut lieu à Windhoek, Namibie, en avril.

Un Forum Entreprise SADC-Inde pour mener la promotion du commerce et de l'investissement dans les deux parties fut proposé pendant le sommet de Windhoek

Concept de frontière multi-service pour la SADC

LES POSTES frontières de Beitbridge et Chirundu ont été sélectionnés pour la phase pilote de l'initiative frontière multi-service de la SADC qui vise à faciliter le commerce et la libre circulation des personnes entre les Etats Membres.

Actuellement les personnes voyageant entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe et vice versa doivent compléter les formalités

d'immigration des deux côtés du Poste Frontière de Beitbridge. De même pour les voyageurs entre le Zimbabwe et la Zambie qui doivent être déclarés des deux côtés du Poste Frontière de Chirundu.

Sous l'initiative, les voyageurs devront être déclarés une seule fois pour un passage dans un autre pays.

Le projet est supposé harmoniser les procédures de douanes et d'immigration aux points frontières au sein de la région de la SADC.

Les retards sont choses communes aux postes frontières de la région en raison de duplication de tâche, et l'objectif de l'initiative poste frontière multi-service est d'éliminer les barrières au commerce en améliorant les procédures opérationnelles.

L'initiative exigera l'harmonisation des procédures de douanes et d'immigration de l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. Elle devrait améliorer l'efficacité et décongestionner les deux postes frontières, considérés comme les deux points d'entrée les plus actifs de l'Afrique du sous-Sahara.



Un poste frontière multi-service afin de faciliter le commerce et la libre circulation des personnes dans la SADC

Sécurité Alimentaire en Afrique Australe

Investissement supplémentaire nécessaire pour l'irrigation

par Tigere Chagutah

DES PROGRES importants ont été effectués dans le renforcement de la capacité d'auto-suffisance alimentaire de l'Afrique Australe malgré des indications montrant un déclin de l'investissement dans le domaine agricole.

Une revue des progrès dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire par la Commission Intégrée des Ministres (CIM) en juin a révélé que bien que le déficit général de la région soit en hausse cette année, la sécurité alimentaire pour la plupart des Etats Membres s'est améliorée comparé à l'année passée.

Prenant la parole après la CIM en Afrique du Sud, le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão explique que l'augmentation du déficit était dû à la réduction substantielle de la production de maïs en Afrique du Sud.

Cependant, certains pays comme le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Zambie, ont enregistré un surplus dans la production de maïs tandis que la Namibie, la République Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe ont enregistré des augmentations importantes dans la production.

Le maïs est la culture céréalière la plus importante de l'Afrique Australe. Les autres cultures céréalières comprennent le blé, l'orge, le riz, le sorghum et le millet.

La production de cassave s'est également améliorée avec 22,03 million de tonnes prévues en 2006, jusqu'à 19 pour cent de la production de l'année passée qui se montait à 18,47 million de tonnes.

Attribuant l'amélioration de la situation alimentaire à l'application de la Déclaration de Dar es Salaam, et l'amélioration de la pluviométrie pendant la saison 2005/2006, la CIM SADC remarque que la région aura probablement besoin d'assistance alimentaire.

La région vient d'être confrontée à des comportements pluviométriques des plus irréguliers qui ont négativement affecté la production agricole et la

sécurité alimentaire régionale.

De plus, comme l'indique le Conseil d'Administration de la SADC sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANR), les trois décennies passées ont vu un déclin dans les entrées financières par les secteurs publique, privé et les bailleurs de fonds.

"Le déclin le plus important fut dans l'aide multilatérale pour l'agriculture africaine," explique le FANR dans un document sur la durabilité de la sécurité alimentaire préparé pour la Conférence Consultative de la SADC tenue en Namibie en avril.

baisse des investissements et des allocations budgétaires nationales pour l'agriculture demeure une préoccupation importante.

En Zambie, une allocation budgétaire pour l'agriculture se montait à un simple deux pour cent en 2001, s'élevant à sept pour cent en 2004, avant de décliner d'environ quatre pour cent en 2005, selon une présentation sur "Ressource Allocation for Agriculture" par Jones Govere du Projet de Recherche pour la Sécurité Alimentaire.

En République Unie de Tanzanie, il y a eu un déclin progressif de l'investissement du

et la Sécurité Alimentaire adoptée en juillet 2003.

Dans une région confrontée à des sécheresses persistentes, l'irrigation a été citée comme solution à long terme pour garantir la sécurité alimentaire. Le FANR a travaillé avec des partenaires tels que la Banque Africaine de Développement et le gouvernement de l'Inde pour promouvoir l'adoption de technologies simples et rentables d'irrigation et de collecte d'eau.

Ces technologies incluent les pompes à pédale et à moteur, les citernes, les canaux et les tuyaux pour puiser l'eau des ruisseaux.

Durant le briefing media après la CIM, Salomão révèle que le développement du Programme SADC de Gestion des Eaux pour la Sécurité Alimentaire est à un stade avancé.

Il est supposé soutenir la sécurité alimentaire régionale et la production en améliorant l'efficacité de l'usage des eaux et la gestion.

La SADC vise à doubler la superficie des terres cultivables sous irrigation, qui actuellement ne se monte qu'à 3,5 pour cent de la totalité des terres cultivées.

Le Malawi a 62000 hectares sous irrigation d'un total d'irrigation potentiel de 400 000 ha, tandis que la Zambie a développé 100 000 ha d'un potentiel de 423 000 ha.

Le Zimbabwe irrigue 150,000 ha d'un potentiel de 400 000 ha, le Swaziland 49 860 de 90 000 ha alors que la République Unie de Tanzanie a 200 000 ha sous irrigation.

Afin de mieux améliorer la production de culture, le Conseil d'Administration du FANR a initié la mise en oeuvre d'une Politique Régionale pour l'Harmonisation des semences dans le but de promouvoir la multiplication des semences grâce à l'irrigation, l'exploitation agricole sous contrat, la production de semence sur le terrain et la biotechnologie. La politique promeut également la participation du secteur privé dans la production et distribution de semences ainsi que la production et la commercialisation de variétés de semences indigènes de qualité.



Un déclin dans les entrées financières injectées dans le développement agricole par les secteurs publique, privé et les bailleurs de fonds.

Les pénuries alimentaires continuelles ont incité les dirigeants de la SADC à convenir un sommet extraordinaire en 2004, dont le principal résultat fut la Déclaration de Dar es Salaam. Le document est une structure de mesures à court, moyen et long terme nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Un communiqué issu après la réunion du Groupe de Ministres du FANR tenue en Afrique du Sud en avril pour examiner les progrès sur la mise en application de la Déclaration de Dar es Salaam remarqua que, bien que certains progrès aient été accomplis pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité de contributions agricoles clés telles des semences et fertilisants améliorés pour les petits exploitants agricoles, la

secteur publique dans l'agriculture au cours de ces deux dernières décennies. L'allocation budgétaire du secteur a chuté de 21 pour cent en 1980 à 2,1 pour cent en 1998 avant d'augmenter marginalement à 6,5 pour cent pour la saison agricole 2002/03, selon le document "Country Strategic Opportunities Paper" préparé grâce à une collaboration entre le gouvernement et le Fond International pour le Développement Agricole.

La Déclaration de Dar es Salaam appelle les gouvernements à progressivement augmenter les allocations budgétaires pour l'agriculture à au moins 10 pour cent de la totalité des budgets nationaux tel que recommandé dans la Déclaration de Maputo de l'Union Africaine sur l'Agriculture

République Démocratique du Congo

Elections: progrès important vers la réconciliation et la reconstruction

LES ELECTIONS réussies du 30 juillet en République Démocratique du Congo (RDC) sont un progrès important vers la réconciliation et la reconstruction.

Les résultats finaux du scrutin seront annoncés par la Cour Suprême avant le 31 août, avec l'inauguration du président élu provisoirement fixée au 10 septembre.

Dans le cas où il n'y aurait pas de vainqueur évident, l'inauguration serait repoussée au 10 décembre, après un second tour de vote afin de déterminer un vainqueur.

Afin éviter un deuxième tour, la loi de la RDC exige que les vainqueurs glènent un minimum de 50 pour cent des votes.

Le président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), Apollinaire Malu Malu a affirmé que la gestion du processus électoral s'est déroulée comme prévue.

Plus de 25,6 millions de personnes étaient éligibles pour voter aux premières élections depuis que la RDC a atteint l'indépendance en 1960.

Les scrutins ont été contestés par 33 candidats présidentiels, dont cinq femmes. Plus de 9700 candidats parlementaires étaient en lice pour 500 sièges législatifs.

Les élections ont attiré beaucoup d'intérêt auprès de diverses organisations internationales, qui ont envoyé des équipes d'observation. Il y avait plus de 4000 observateurs nationaux et 1500 internationaux pour contrôler le processus. Plus de 70 journalistes internationaux étaient sur le terrain, à couvrir les élections.

La SADC a envoyé une équipe d'observation de 200 membres menée par John Pandeni, Ministre du Gouvernement Régional et Local, l'Habitat et le Développement Rural de la Namibie.

Dans une déclaration préliminaire émise après les scrutins, l'équipe de la SADC a décrit les élections

comme paisibles, crédibles, bien gérées et transparentes."

"Malgré la complexité du processus dans un pays émergent d'un conflit armé et d'une longue transition jointe à des contraintes de ressources et d'infrastructure, le peuple de la République Démocratique du Congo a exprimé sa volonté d'une manière impressionnante qui demeurera dans les annales de l'histoire non seulement du peuple du Congo mais également de l'Afrique et de l'ensemble du monde," déclare la SADC

La Mission d'Observation des Elections de la SADC est guidée par les

République Unie de Tanzanie et le Zimbabwe.

Parmi les autres organisations qui ont envoyé des équipes d'observation en RDC se trouvaient l'Union Africaine (UA), le Forum Parlementaire de la SADC (SADC PF) et l'Union Européenne.

"Je félicite le peuple congolais pour sa patience, courage et foi dans l'avenir dont il a fait preuve au cours de longues années de guerre subies par la RDC ainsi que les trois années de transition politique," déclare Alpha Omar Konare, président de la Commission de l'UA.

Konare a encouragé les partis politiques de la RDC et leurs

bénéfices du vaste pays de l'Afrique Centrale, qui se glorifie de posséder de riches gisements de diamant et un marché important pour le commerce et l'investissement.

Avec une population de 60 millions d'habitants, la RDC est prête à fournir le marché si nécessaire dont le reste de la région de la SADC pourra bénéficier.

La RDC possède une énorme capacité agricole inexploitée et pourrait devenir le prochain panier alimentaire de l'Afrique, à condition que la paix perdure.

A cheval sur l'équateur et traversant deux zones tropicales, son climat favorise la cultivation d'un large éventail de culture tropicales et méditerranéennes. Plus de la moitié des terres de la RDC est arable et propice à l'agriculture, mais seule une fraction est actuellement exploitée.

Les élections, important point de repère, sont le résultat de plusieurs initiatives de renforcement de la paix, culminant lors du référendum du 18 décembre 2005 qui a adopté des changements dans la Constitution nationale.

A travers le référendum, les congolais ont décidé que les élections auraient lieu en 2006 afin d'élire un gouvernement populaire.

Cette année, la tenue des élections fut repoussée à plusieurs reprises afin d'accorder plus de temps de préparation des scrutins à la CEI.

Les préparations ont été entravées par des obstacles imprévus relatifs pour la plupart à l'immense superficie du pays, joints à l'état médiocre de l'infrastructure de communications.

L'Afrique du Sud a fourni une assistance en soutien matériel et logistique dans la période préparatoire des scrutins. Elle a contribué du matériel d'impression pour les bulletins de vote et a assisté dans leur distribution dans 14 centres disséminés dans le pays.



Principes et Directives gouvernant les Elections Démocratiques.

Dans le cadre des directives, les Etats Membres de la SADC ont convenu de garantir la participation complète de tous les citoyens dans les processus politiques de leur pays.

Ceci inclut, entre autres, le besoin de tolérance politique, des intervalles réguliers pour la tenue d'élections comme stipulé par les Constitutions nationales respectives; une opportunité égale pour tous les partis politiques d'accéder aux médias gouvernementaux; et une opportunité égale d'exercer le droit de vote et d'être élu.

Les autres nations dans lesquelles ces directives ont été appliquées sont l'Ile Maurice, la

partisans à respecter le verdict électoral et a indiqué que les disputes devront uniquement être adressées selon des procédures légales.

Le SADC PF, une organisation régionale de parlementaires des Etats Membres de la SADC, a déployé une délégation de 115 membres sous la direction du Président Adjoint de l'Assemblée Nationale du Malawi, Jones Chingola.

Mbeki, président de l'Afrique du Sud a qualifié les élections de moment décisif dans l'histoire moderne de la RDC et de l'Afrique et de progrès important sur la voie de la réconciliation, reconstruction et développement.

La région de l'Afrique Australe espère tirer d'immenses

Lesotho

Pays poussé par une vision nationale partagée

“D’ICI 2020, le Lesotho sera une démocratie stable, unie, une nation prospère en paix avec elle-même et ses voisins. Elle a déjà une base de ressource humaine saine et bien développée. Son économie sera solide, son environnement bien géré et sa technologie bien établie.”

C’est la déclaration de la vision qui constitue le point de ralliement pour tout le Basotho depuis 2004 et est supposé guider jusqu’en 2020 le programme de développement de ce royaume fort de deux millions d’habitants.

La Vision 2020 fut la culmination de larges consultations nationales commencées en 2000. Inspiré par les valeurs du Basotho de paix, unité, tolérance, respect de soi, ordre et partage, le plan directeur de la Vision 2020 fut officiellement entériné comme représentation des aspirations développementales du Basotho en 2004.

Il est envisagé que d’ici l’an 2020, le Lesotho sera une démocratie dont les principes de bonne gouvernance seront ancrés sur le respect des droits de l’homme, l’autorité de la loi, une largeur d’esprit politique, la participation et la tolérance politique.

Cette forme de gouvernance sera basée sur cinq piliers de démocratie qui englobent: la suprématie de la volonté du peuple, la transparence, un service public dévoué et efficace, justice pour tous et une chefferie compétente.

Les changements dans le système électoral du pays, de First Past The Post (*d’abord passer le poste*) (FPTP) à la représentation Proportionnelle d’Adhésion Mixte (MMP), et la restructuration récente des forces de la défense ont substantiellement amélioré l’environnement politique.

Le programme Vision 2020 envisage également que le Basotho soit une nation unie ayant à Coeur les normes et valeurs qui rehaussent le sens

d’appartenance, identité et fierté chez tous les citoyens.

La vision nationale à long terme prévoit un Lesotho prospère, équipé d’une économie robuste dont la performance serait étayée de politiques économiques pertinentes. Son économie vibrante reposant sur une base industrielle crédible exploitera complètement le potentiel de ressources naturelles localement disponibles.

L’industrie nationale vitale du textile et du vêtement, qui depuis 2005 enregistrait une performance médiocre, montre des signes de redressement de la récession causée par l’élimination des privilèges dans les marchés lucratifs européens et américains. Seul plus gros employeur du Lesotho, l’industrie textile a fait un comeback remarquable, illustré par la réouverture de plusieurs usines. Le nombre d’emploi qui s’était réduit de plus de 50 000 à moins de 40 000 au cours de ces deux dernières années est remonté à 47 000.

Le Lesotho fut l’une des victimes de la suppression progressive 2005 de l’Accord multi-Fibre vieux de 30 ans, qui protégeait les petites industries du textile des nations en voie de développement, en les isolant de la compétition chinoise.

La suppression progressive, courtoisie d’une décision de

l’Organisation Mondiale du Commerce, a ouvert les marchés des Etats Unis et européens aux forces de marché, permettant ainsi aux compagnies chinoises de textile et de l’habillement d’exporter vers ces marchés.

Le Lesotho vise également à approfondir sa coopération avec les autres pays dans les domaines du commerce, de l’investissement et l’avancement économique comme éléments de la stratégie de Vision 2020.

L’un des domaines dans lequel il a approfondi sa coopération est celui du tourisme pour lequel le pays vient juste de développer une stratégie pour profiter de la Coupe du Monde de Football prévue en Afrique du Sud en 2010.

Une des mesures proposées par la Corporation pour le Développement du Tourisme du Lesotho est l’établissement d’un “Pavillon Africain” pendant le tournoi dans lequel la culture de l’Afrique Australe sera exposée au moyen d’artisanat et oeuvres d’art.

La corporation a également décidé d’améliorer les infrastructures existantes et a en développer avant la Coupe du Monde, des nouvelles ainsi qu’une modernisation des installations des postes frontières du pays.



Le pays a prévu d’améliorer son système d’éducation, en mettant l’emphase sur la qualité, l’efficacité et la compétence. L’objectif étant de parvenir à une éducation primaire universelle et d’améliorer l’accès à la première phase de l’éducation secondaire tout en garantissant une qualité et des standards de performance supérieurs.

Le Lesotho espère également avoir satisfait à toutes les normes internationales sur l’environnement d’ici 2020. Le peuple Basotho sera habilité à concevoir et gérer les projets de préservation de la biodiversité pertinents à leurs propres communautés et une éducation environnementale sera intégrée à tous les niveaux d’apprentissage.

La culture joue un rôle crucial dans l’existence du peuple Basotho et l’on espère que d’ici 2020, tous les citoyens du pays partageront un but commun basé sur leur héritage. Ils continueront à exprimer du respect pour leurs symboles nationaux tels l’hymne national et le drapeau.

Le but est de créer une nation caractérisée par une stabilité politique soutenue, une tolérance politique et une coexistence pacifique parmi sa population et avec ses voisins.

Il est de plus envisagé que le Basotho soit une nation saine munie d’une base de ressource humaine bien développée. Le pays aura un système de santé de bonne qualité avec des équipements et infrastructures accessibles et abordables pour tous au Basotho, quelque soit le niveau de revenu, désavantages, location géographique et état de santé. (*Lesotho Government online*)



Industrie du textile et du vêtement, le plus gros employeur au Lesotho (gauche); Roi Letsie III



La Commission Intégrée des Ministres fixe

LA COMMISSION Intégrée des Ministres (CIM) est l'une des nouvelles institutions établie lors de la restructuration de la SADC, dans le but d'assurer une mise en oeuvre harmonieuse des programmes et projets régionaux.

Le rôle de la CIM est d'assurer une consultation et coordination politique adéquate des activités communes. Ce mandat implique la révision des activités des conseils d'administration de la SADC afin de garantir une mise en place rapide des programmes.

La CIM se réunit une fois l'an pour examiner les progrès accomplis. La réunion de 2006 s'est tenue en Afrique du Sud en juin, les ministres y ont étudié les priorités 2005/2006 du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et des décisions pour la CIM de l'année précédente.

Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional

Une mise en oeuvre réussie du RISDP détient la clef pour l'atteinte des objectifs d'intégration régionale. Les Etats membres furent exhortés à intégrer le RISDP dans leurs plans de développement national et la CIM décida de recommander au Conseil des Ministres, prévu en août, d'approuver l'introduction d'un élément de Politique et Planification dans les structures des conseils d'administration prioritaires.

Cela renforcera la capacité des conseils d'administration pour la planification opérationnelle, le contrôle et le compte rendu.

Le RISDP contient de vastes objectifs et priorités, cinq desquels ont été identifiés pour une mise en oeuvre immédiate. Ceux-ci figurent dans les domaines de:

- paix, sécurité et démocratie;
- commerce et libéralisation économique;
- infrastructure et services de développement;
- impératifs humains et sociaux, tels que le VIH et SIDA et la sécurité alimentaire; et,
- problèmes communs ayant un aspect critique sur ces domaines piliers d'intégration.

La CIM a approuvé et adopté plusieurs rapports sur la mise en oeuvre des programmes et activités, y compris les priorités pour la prochaine année financière.

Les difficultés encourues dans la mise en oeuvre des programmes régionaux incluent la capacité inadéquate des

ressources humaines pour les conseils d'administration puisque certaines positions au niveau cadre sont encore vacantes, tandis que d'autres restent bloquées en raison de contraintes budgétaires.



Commerce, Industrie, Finance et Investissement

Les Etats Membres prévoient d'accélérer la décision d'extension d'un accord sur les textiles entre les pays de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) et le Malawi, le Mozambique, la République Unie de la Tanzanie et la Zambie (MMTZ) dont la fin est prévue en juillet.

L'accord, connu en tant que Arrangement SACU-MMTZ sur les Textiles et Quota de Vêtement permet un accès hors-taxe pour les textiles MMTZ et l'exportation de vêtements dans les pays SACU.

L'Arrangement SACU-MMTZ sur les Textiles et Quota de Vêtement est en accord avec la mise en oeuvre du Protocole Commercial de la SADC, qui est entré en vigueur en 2000, pavant la voie pour la création d'une zone de libre échange dans la SADC sur une période de huit ans.

Les pays MMTZ ont durant ces cinq dernières années pu exporter leurs produits d'habillement et de textile dans la région SACU sur la base de ce que l'on appelle règle

d'origine "phase unique de transformation". Cette règle est utilisée pour assurer que les Etats Membres ajoutent au moins une certaine valeur minimum du contenu local des produits importés avant qu'ils ne puissent être re-exportés dans d'autres pays de la SADC.

Les quotas actuels varient sur la base de la capacité de production courante et l'arrangement était en place pour une période de cinq ans à compter du 1er août 2001.

SACU se compose du Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland et Afrique du Sud. Ces

ministres du commerce et des finances des Etats Membres sélectionnés dont le rôle sera de lancer des activités menant à la formation de l'Union des Douanes de la SADC d'ici 2010.



Développement Social et Humain et Programmes Spécialisés

Il existe des plans pour améliorer les interventions afin de combattre les maladies transmissibles et non transmissibles.

Ceci impliquera l'amélioration de la coordination et facilitation des programmes sur la prévention et le contrôle d'importantes maladies transmissibles et non transmissibles, y compris les traumas et les accidents, et le développement d'une stratégie régionale visant à accélérer la prévention VIH et VISA dans tous les Etats Membres.

Un soucis en particulier est le progrès limité dans la réduction de l'incidence de la tuberculose malgré que la TB soit officiellement classée dans la catégorie urgence en Afrique, y compris dans la région de la SADC.

Les ministres participant à la CIM ont remarqué que le Groupe sur le Développement Social et Humain continue de faire face au problème de conseil et direction politique limités au niveau ministériel, surtout dans les domaines du travail et de l'emploi, de la culture, de l'information et des sports.

La CIM a sanctionné le business plan et les priorités

les priorités pour la saison SADC 2006/07

pour la saison 2007/08 du Conseil d'Administration sur le Développement Humain et Social et les Programmes Spécialisés, ainsi que les actions qui adresseraient certaines de ces difficultés et contraintes et qui faciliteraient une mise en oeuvre efficace du RISDP.

Les priorités identifiées comprennent la coordination et la mise en oeuvre des business plans pour le protocole sur la santé, l'éducation et la formation; le renforcement de systèmes nationaux pour l'assurance de la qualité dans le contexte de Structures de Qualifications Régionales; et la mise en oeuvre du projet SADC/ Banque Africaine de Développement sur l'apprentissage ouvert et à distance.



Infrastructure et Services

Le Conseil d'Administration pour l'Infrastructure et les Services facilite les programmes qui font la promotion de l'accès au transport, communications, énergie, eau et tourisme par les communautés rurales, et cherche à promouvoir la participation communautaire dans le business intégré en tant que véhicule pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire.

Les projets entrepris par le conseil d'administration incluent ce qui suit:

WESTCOR

Le Projet du Corridor Ouest (WESTCOR) est un projet régional conçu à travers

l'initiative combinée du Secrétariat de la SADC et des services publics d'énergie de l'Angola, Botswana, République Démocratique du Congo (RDC), Namibie et Afrique du Sud. Il est question de rallier d'autre pays de la SADC.

Le projet propose d'exploiter l'énergie hydroélectrique des Rapides d'Inga sur le fleuve Congo en RDC qui ajoutera environ 3 500 megawatts d'énergie au réseau régional. Il développera également une infrastructure associée des télécommunications et transmission dans la partie ouest de la SADC.

Le consortium a instauré un bureau à Gaborone, Botswana, et est occupé à mobiliser des ressources pour commencer le projet en construisant des lignes de transmission d'énergie aux pays qui en ont besoin.

Les réformes du secteur de l'énergie

La CIM informe que les Etats Membres doivent hâter les réformes de leurs services publics d'énergie afin d'améliorer l'accès à l'électricité des communautés rurales et accélérer le rythme vers l'accomplissement des ODMs.

Le sommet a également prescrit au Secrétariat de la SADC de faciliter le partage des modalités régionales pour meilleures pratiques concernant l'accès, l'appropriation, et les options de financement pour de l'électrification rurale.

Sous la direction de son programme d'électrification rurale, la région s'est fixée le but d'électrifier 70 pour cent des foyers ruraux d'ici 2018.

En vue du fait que la majorité de la population de la SADC réside en zones rurales, un système d'infrastructure efficace et intégré – y compris l'accès à l'électricité – libérera le potentiel de production de ces communautés et contribuera à l'éradication de la pauvreté.

Stratégie 2010 de promotion

Le Secrétariat de la SADC et l'Organisation du Tourisme Régional de l'Afrique Australe travaillent à formuler une stratégie de tourisme afin de bénéficier de la présence des visiteurs lors de la Coupe mondiale FIFA 2010.

Actuellement, les Etats Membres préparent des propositions de projets sur comment bénéficier du tournoi 2010. Ceci inclut le mode d'utilisation des divers Parcs de Préservation Trans-frontière qui ont été instaurés.

Transport aérien

Des progrès importants ont été fait par la région en terme de réformes institutionnelles visant à faciliter la mise en oeuvre du processus de libéralisation du transport aérien en accord avec le Protocole de la SADC sur le Transport, les Communications et la Météorologie.

L'article 9.2 du protocole exige des pays de la SADC d'appliquer une libéralisation progressive des marchés de transport aérien intra-régionaux pour les compagnies aériennes régionales.



Alimentation, Agriculture et Ressources Naturelles

Pour la plupart de Etats Membres, la situation de la sécurité alimentaire s'est améliorée cette année comparé à l'année précédente. Cependant il est

prévu que la production de céréale pour 2006 soit inférieure à celle de 2005.

La production régionale totale de céréale pour 2006 est estimée à 21,31 millions tonnes, ce qui est 15 pour cent de moins que la production de 24,99 millions tonnes de l'année dernière. Ceci est dû à une réduction substantielle de la production de maïs en Afrique du Sud de 11,45 millions tonnes en 2005 à la prévision de 6 millions de tonnes pour 2006.

La récolte régionale de maïs pour 2006 est estimée à 15,78 millions tonnes, représentant une baisse de 20 pour cent sur les 19,74 millions tonnes récoltés l'année passée.

D'autres récoltes sont estimées à 2,82 millions de tonnes pour le blé; 713 000 tonnes de riz et 1,84 million tonnes pour le sorghum/millet.

A 22,03 millions de tonnes, la production de cassave a augmenté de 19 pour cent sur l'année dernière. En 2004/05, la production se montait à 18,47 millions de tonnes seulement.

Maladie animales transfrontalière

Afin d'éviter la grippe aviaire, la SADC a approuvé une interdiction sur l'importation de volaille et de produits dérivés et autres oiseaux provenant des pays infectés.

La CIM a approuvé l'interdiction conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale pour la Santé Animale.

La CIM a également approuvé un programme quinquennal de renforcement des institutions pour la gestion du risque des maladies animales transfrontières (MAT) qui vise à améliorer la santé animale au moyen d'une capacité améliorée pour la détection, l'identification, le contrôle et la surveillance de MATs dans la région.

Le programme est évalué à US\$21,86 millions et il était prévu que la proposition de projet soit présentée pour financement à la Banque Africaine de Développement en juillet.

La Tanzanie développe une variété de blé résistant à la sécheresse

LES SCIENTIFIQUES tanzaniens ont développé une nouvelle variété de blé à forte production, rapide maturité et résistance à la sécheresse.

Nommé Riziki, la variété de blé est le produit de six années d'essais et parvient à maturité en 90 jours seulement, produisant jusqu'à trois tonnes à l'hectare. La variété Riziki

est également résistante aux principales maladies fongiques affectant la récolte, surtout la rouille attaquant la tige et la feuille.

Richard Ndoni, principal expert en recherche agricole à l'Institut Selian de Recherche Agricole basé à Arusha, explique que la variété était favorable aux régions de la République Unie de

Tanzanie sujettes à une pluviométrie normalement marginale.

Mise en circulation par le Ministère de l'Agriculture, et de la Sécurité Alimentaire du pays et les Coopératives au début de cette année, la nouvelle variété de blé sera un succès dans le district de Hanang, une région principalement productrice de blé

et récemment affectée par des sécheresses successives.

Ndoni dévoile que quatre variétés supplémentaires de semences de blé seront mises en circulation par le ministère avant la fin de l'année. Selon lui, il existe actuellement neuf variétés de blé cultivées dans le pays. (*Arusha Times*)

Etudiant développe une mini-station hydroélectrique

UN ETUDIANT zimbabwéen en ingénierie a inventé une mini station hydroélectrique capable de générer de l'électricité pour les besoins en irrigation.

Selon Christopher Chinhongo, étudiant à l'Institut Polytechnique de Harare, la mini-station fonctionne à l'eau comme pour un barrage au moyen de tuyaux qui entraînent les turbines, pignons et le volant dans des mouvements de révolution tandis qu'ils génèrent de l'électricité.

Elle est déjà en usage dans certains villages de la zone de repeuplement de Macheke au nord-est de la capitale, Harare.

Le développement de la mini-station survient à une période où l'Afrique Australe est sujette à des insuffisances dans la génération d'électricité, dont on prévoit l'aggravation à partir de 2007, à moins que de nouveaux projets ne démarrent.

La demande en hausse pour l'électricité causée par une forte expansion économique et un manque d'investissement dans la capacité de nouvelle production sont responsables de la pénurie d'énergie.

Le Zimbabwe possède un important potentiel d'hydroélectricité, particulièrement dans les Montagnes de l'Est. Des études de faisabilité prouvent qu'il existe un certain nombre de rivières perpétuelles ayant une capacité suffisante pouvant être exploitée pour de mini-développement d'hydroélectricité.

Une étude sponsorisée par le Programme de Développement des Nations Unies menée en 1996 a identifié 12 sites potentiels en hydro sur

les barrages d'irrigation et un supplément de 32 sites riverains.

Le potentiel existe également dans de nombreux barrages d'irrigation à travers le Zimbabwe afin de développer des projets hydroélectriques à petite échelle dans le but de compenser partiellement aux conditions d'importation d'énergie dans le pays.

Des plans existants de micro hydro-énergie incluent le projet de Rusitu dans les Montagnes de l'Est, qui est la première et unique station d'hydro-énergie à être développée en tant que partenariat public-privé et connectée au réseau national. Le projet de 750 kilowatt (kW) fut commandé en juin 1997 et a

depuis vendu de l'énergie à l'Autorité d'Approvisionnement Electrique du Zimbabwe.

Le projet d'hydro-énergie de Claremont, également situé dans les Montagnes de l'Est, fut l'une des premières modestes stations hydro du secteur privé à être développée au Zimbabwe en 1962 avec une capacité de 450kW.

Le Mozambique signe pour un projet d'école –connectées



Projet d'écoles connectées, connectant les jeunes africains.

LE MOZAMBIQUE est devenu le huitième pays africain – et le troisième de la SADC – à signer le programme d'écoles-connectées du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD).

Le pays de l'Afrique Australe a signé un protocole d'accord (MOU) avec la Commission Afrique Connection du NEPAD, Microsoft et HP pour se joindre au Ghana, Kenya, Lesotho, Sénégal, Afrique du Sud, Rwanda et Ouganda comme seuls pays ayant signé pour le projet écoles-connectées

Le projet école Internet du NEPAD vise à équiper les jeunes africains avec les compétences de technologie d'information et communication (TIC) afin de leur permettre de rivaliser favorablement dans la société d'information et l'économie globale.

D'abord annoncé en 2003 lors du sommet africain du Forum Economique Mondiale à Durban, Afrique du Sud, le projet écoles-connectées se concentre sur la provision de solution TIC qui connecteront les écoles à travers l'Afrique au réseau NEPAD écoles-connectées et à l'Internet.

Nouvel antibiotique provenant du sol sud africain

UN GROUPE de chercheurs a annoncé qu'un nouvel antibiotique trouvé dans le sol sud africain pourrait être la solution contre deux germes dangereux sévissant dans les hôpitaux.

L'antibiotique n'a pas encore été testé chez les humains et sa présence sur les comptoirs pharmaceutiques est encore éloignée de quelques années, mais les chercheurs affirment qu'il contient un potentiel important, surtout qu'aucun médicaments similaires n'est arrivé sur le marché depuis 2000.

Ils espèrent utiliser l'antibiotique pour combattre plusieurs bactéries qui ont développé une résistance contre les médicaments existants. L'une des infections connue est le staphylococcus aureus – résistant à la methicillin (MRSA), pouvant déclencher des pneumonies en milieu hospitalier et des infections cutanées parmi la population générale. Un autre est l'enterococcus – résistant au vancomycin (VRE).

Chez les souris, l'antibiotique, connu en tant que platensimycin, détruit le MRSA et le VRE.

La richesse naturelle est cruciale à la réduction de la pauvreté en Afrique, étude

LA PAUVRETE peut être éradiquée pour les 800 millions d'habitants si la richesse des ressources naturelles du continent est efficacement, équitablement et durablement exploitée.

Cependant, selon un nouveau rapport, la déforestation rapide, la dégradation rampante des terres, le gaspillage de l'eau et le changement de climat doivent être urgemment abordés.

"Le rapport défit le mythe qualifiant l'Afrique de pauvre," dit le directeur général du Programme sur l'Environnement de l'ONU (UNEP), Achim Steiner, se référant à *Africa Environment Outlook 2* (AEO 2).

"En effet, il souligne que son énorme richesse naturelle peut, si elle est gérée raisonnablement, durablement et créativement, être la base d'une renaissance africaine— unerennaissance qui satisfait et va au-delà des Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) internationalement approuvés," ajoute-t-il.

Selon l'AEO -2, les nations africaines sont confrontées à des choix rigides.

"Si les politiques demeurent inchangées, la volonté politique laissent à désirer et que les fonds nécessaires semblent fuir, alors

l'Afrique pourrait prendre une voie des plus difficile à maintenir et verrait l'érosion de sa richesse tributaire de la nature et une chute dans une indigence plus profonde," note l'étude.

Au delà des problèmes indigènes tels que la déforestation et le gaspillage de l'eau, le rapport note quelques difficultés importées, allant des organismes génétiquement modifiés et le coût d'espèces étrangères envahissantes chimiquement fabriquées provenant du monde développé vers le monde sous-développé.

Il cite également une large variété de traités internationaux sur l'environnement auxquels nombre de pays africains ont adhésés ainsi que de nouveaux accords coopératifs couvrant les bassins fluviaux communs et les écosystèmes tels que le Limpopo et le Zambèze, et les forêts globalement importantes du bassin du Congo.

Les initiatives telles que le Nouveau Partenariat de l'Union Africaine pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) promettent également de propulser le continent sur une voie plus prospère qui équilibre les préoccupations économiques, sociales et environnementales.

La Tanzanie proscrit les sacs en plastique

LA REPUBLIQUE Unie de Tanzanie a interdit l'usage de sacs et récipients en plastique et a ordonné à la population d'arrêter de cultiver et couper du bois sur la plus haute montagne de l'Afrique, entre autres mesures environnementales.

Il a été accordé n délai de six mois aux fabricants, à partir du 1er avril, pour trouver d'autres matériaux après que le gouvernement ait interdit l'importation, la fabrication, et la vente de sacs en plastique et récipients en plastique pour les boissons.

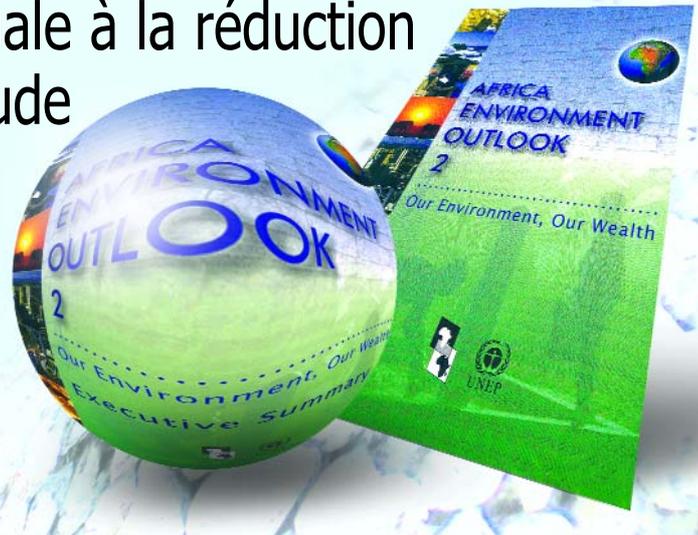
A partir du 1er octobre les fabricants et les importateurs seront

pénalisés en cas d'usage de plastique pour l'emballage.

L'annonce par la Tanzanie marque la première fois qu'un pays africain interdit directement tous les sacs en plastique.

L'Afrique du Sud a introduit des lois en mai 2003 forçant les consommateurs à remettre les sacs de plastique plus épais et plus solides qui sont facilement réutilisés ou de payer une amende de R100 000 ou d'être condamner à 10 ans de prison.

Le gouvernement tanzanien a également ordonné aux fermiers et personnes coupant les arbres sur le Mont Kilimandjaro de quitter la montagne d'ici juin.



Plusieurs pays africains, tels que la Gambie et la Zambie, intègre la question de l'environnement dans leurs Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté et d'autres pays commencent à introduire le paiement de taxe et autres mécanismes de marché pour préserver les écosystèmes y compris les forêts.

"Je suis convaincu que nous arrivons rapidement à un moment critique dans la réponse de l'Afrique et que les pièces d'un puzzle durable prennent inexorablement leur place," ajoute Steiner.

Il remarque que les gouvernements africains font preuve d'une volonté accrue à coopérer et à s'engager sur un vaste éventail de problèmes pressants régionaux et globaux.

"L'importance économique de l'environnement est de plus en plus reconnue par les dirigeants africains en tant qu'instrument pour le développement, la subsistance, la paix et la stabilité. Je crois sincèrement que nous avons une bonne opportunité d'approfondir cette impulsion," conclut-il.

Parmi les sources de richesse possible, le rapport cite "l'énorme mais relativement inexploité" potentiel pour le tourisme basé sur la nature et les sites culturels; des terres adéquates pour nourrir ses populations; une ressources hydraulique abondante mais très peu utilisée pour l'irrigation, de l'eau potable et la production d'énergie; et le statut de l'Afrique en tant que "géant minier", produisant près de 80 pour cent

des besoins mondiaux en platine et plus d'un cinquième de son or et cobalt.

Le rapport demande une transition pour l'Afrique du statut d'exportateur majeur de ressources primaires à celui de base vibrante industrielle et de fabrication.

Le rapport prévient contre les pièges dans le développement, remarquant, par exemple que seules les forces de marché dans la production alimentaire pourraient causer une dégradation plus grande de la terre, et l'expansion industrielle pourrait priver le grand public de ressource d'eau.

AEO 2 fut produit grâce à un processus participatoire et collaboratif impliquant de nombreux experts africains et des officiels de gouvernement. Le coordination générale fut fournit par l'UNEP, tandis que la coordination sous-régionale fut fournie par un réseau de six centres collaborateurs.

Les six centres collaborateurs sont le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC); les Autorités pour la Gestion de l'Environnement National (NEMA); la Commission de l'Océan Indien (IOC); le Centre pour l'Environnement et le Développement dans la Région Arabe et l'Europe (CEDARE); Le Réseau pour l'Environnement et le Développement Durable en Afrique (NESDA); et l'Agence Internationale pour le Développement de l'Information Environnementale (ADIE).



Coupe du Monde 2010: Un événement unificateur pour la SADC

par Patson Phiri

L'AFRIQUE DU Sud a intensifié les préparations pour la Coupe du Monde FIFA 2010, le plus grand événement au monde comprenant une activité sportive unique, qui sera une importante occasion unificatrice pour le pays et la région entière de la SADC.

Toute l'Afrique du Sud – de la communauté des affaires et des administrateurs du football aux media et partisans – a répondu avec enthousiasme à l'appel du Président Thabo Mbeki de montrer au monde que le joyau du football sera "la Coupe du Monde la plus réussie de tous les temps."

Dévoilant le logo de la Coupe du Monde 2010 à Berlin, Allemagne, en juillet, Président Mbeki a promis de faire du tournoi un événement unique qui célèbre l'Afrique dans toute sa magnifique splendeur, sa résonance et sa diversité."

Il a ignoré les sceptiques qui doutent des capacités de l'Afrique du Sud à organiser le tournoi, qui a eu lieu tour à tour en Europe et aux Amériques depuis son inception en 1930.

La seule fois où ce schéma a été changé fut en 2002 lorsqu'il fut accueilli conjointement par le Japon et la Corée du Sud.

La promesse du président Mbeki et la fermeture du rideau sur la Coupe du Monde FIFA 2006 en Allemagne, en juillet a

provoqué beaucoup d'intérêt en Afrique du Sud et les pays voisins.

Les administrateurs du football ont commencé les préparations afin de garantir que tous les équipements nécessaires soient en place d'ici 2010.

Environ R8,5 milliards (US\$1 = environ R7) ont été alloués pour le développement d'infrastructure, avec cinq stades existants désignés pour des rénovations tandis que cinq nouveaux stades seront construits avant le tournoi.

"Les autres coûts seront consacrés à moderniser l'infrastructure," informe Danny Jordaan, directeur général du Comité Local d'Organisation de l'Afrique du Sud pour la Coupe du Monde 2010.

L'accueil du tournoi par l'Afrique du Sud créera une opportunité pour les amoureux du football de goûter au tourisme dans la région de l'Afrique Australe.

Des superbes stades de l'Allemagne, les amoureux du football auront la chance de faire l'expérience du tourisme culturel africain.

L'accueil de la Coupe du Monde entreprend d'accroître les activités d'avant le tournoi à travers l'Afrique Australe pour garantir une augmentation des bénéfices directs et indirects dans la région.

L'Afrique Australe a développé une stratégie commune afin de moderniser l'infrastructure avant la Coupe du Monde.

La stratégie, connue en tant que Zones de Préservation Transfrontière-Stratégie Coupe du Monde de Football 2010, sera utilisée afin de développer et commercialiser diverses parcs trans-frontaliers et des zones de préservation trans-frontalières en Afrique Australe comme premières destinations touristiques pour la région.

Avec ses voisins de la SADC, l'Afrique du Sud se glorifie d'un éventail

de paysage et d'une riche variété d'animaux, offrant aux amoureux de la Coupe du Monde une double aubaine jamais goûtée dans aucun des pays développés qui ont auparavant accueilli le trophée.

L'ambassadeur de la Coupe du Monde pour l'Afrique du Sud, vedette retraitée du football ghanéen, Abedi Pele, déclare "l'Afrique le fera à la mode africaine" repoussant les commentaires que l'Afrique du Sud devrait s'ajuster aux standards européens.

Le pays a auparavant accueilli avec succès d'importantes manifestations telles les finales de la Coupe du Monde de Rugby en 1995, la Coupe Africaine des Nations en 1996 et les finales de la Coupe du Monde de Cricket en 2003, qu'il a accueilli conjointement avec le Zimbabwe et le Kenya.

Une fanatique du football âgée de 23 ans, Lebo Mashile, a résumé l'ambiance parmi les partisans lorsqu'elle explique comment le tournoi est considéré précieux pour la région.

Elle explique, "Oui, nous ne sommes pas raffinés mais notre essentiel est extrêmement précieux. Accueillir la Coupe du Monde signifie que notre génération peut rêver aussi grand qu'elle le veut. Et cela offre aux sud africains et tous les africains la chance de montrer qu'ils peuvent tout accomplir et exceller dans tout selon les normes de classe mondiale."

André Pruis, des Services de la Police Sud-africaine et président d'opérations jointes et de l'intelligence pour la Coupe du Monde 2010 a promis une sécurité renforcée pour tous les visiteurs en 2010

Le gouvernement est occupé à développer un "plan directeur pour le transport" qui améliorerait le système de transport public en Afrique du Sud avant 2010.

Le plan propose le développement de nouvelles artères routières pour le transport public officiel afin de se conformer à une démographie croissante et une expansion urbaine.

SABC obtient les droits de diffusion pour les finales 2010, 2014

LA CORPORATION de Diffusion Sud-Africaine (SABC) a gagné les droits de diffusion pour les finales des Coupes du Monde FIFA 2010 et 2014.

SABC a également remporté les droits de diffusion pour toutes les compétitions FIFA entre 2007 et 2014, qui inclut les deux compétitions finales de la Coupe du Monde FIFA et les deux Coupes de Confédérations FIFA qui se dérouleront durant cette période.

L'accord comprend tous les droits audiovisuels pour les programmes gratuits et payants ainsi que la radio. Il est prévue de créer des opportunités pour les autres joueurs dans l'industrie de communication au sein de l'Afrique du Sud et dans la région de la SADC.

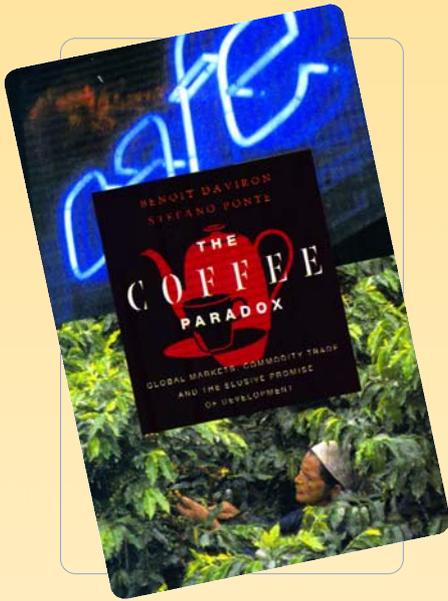
SABC s'est déjà engagée à garantir un large accès pour l'ensemble de l'industrie des media sud-africaines, y compris des sous-licences potentielles.

La personnalité des media sud africaine bénéficiera également de fonds alloués pour moderniser l'infrastructure avant 2010.

"SABC ...passera du mode analogue au mode de définition supérieure digitale," explique Danny Jordaan, directeur général du Comité Local d'Organisation de l'Afrique du Sud pour la Coupe du Monde 2010

SABC abrite également l'Association Sud-Africaine de Diffusion (SABA), une association de personnalités nationales des media dans la région.





Les limites du libre échange dans les produits agricoles

LES PAYS en voie de développement peuvent-ils se sortir de la pauvreté par le commerce?

Ces deux dernières décennies ont vu le développement spectaculaire du commerce international dans l'économie globale et le commerce est une source importante de revenu dans les pays en voie de développement. Cependant, nombres de pays à faible revenu demeurent pauvres.

Cet ouvrage reformule le soi-disant Paradoxe du Café – la coexistence d'un "essor du café" dans les pays consommateurs et d'une "crise du café" dans les pays producteurs.

Tandis que les chaînes de café se sont rapidement développées dans les pays consommateurs, les tarifs internationaux du café ont chuté dramatiquement et depuis des décennies les producteurs reçoivent les prix les plus bas.

Le paradoxe existe du fait que ce que vendent les fermiers et ce qu'achètent les consommateurs sont des cafés de plus en plus différents.

Les critiques décrivent ce livre comme un "travail de maître montrant les limites du 'libre' échange pour les produits agricoles et fournissant quelques propositions de projet concrètes sur ce qui doit être fait afin de promouvoir une plus grande équité."

Publié en 2005 par Zed Books à Londres, il est distribué en Afrique Australe par David Philip, une édition de New Africa Books, Cape Town, 99 Garfield Road, Claremont 7700, PO Box 46962, Glosderry 7702, South Africa. Adel info@newafricabooks.co.za, Site web www.zedbooks.co.uk

The Coffee Paradox: Global Markets, Commodity Trade and the Elusive Promise of Development, par Benoit Daviron et Stefano Ponte. 295pp.

The New Conditionality – The Politics of Poverty Reduction Strategies

Édité par Jeremy Gould
Afrique du Sud, Ville du Cap, Zed Books, 2005
180pp.

Les Stratégies de Réduction de Pauvreté (SRPs) sont les nouveaux mots à la mode dans l'aide au développement. Ce livre présente une recherche détaillée et au niveau du terrain sur l'application de SRPs dans trois pays: la République Unie de Tanzanie, le Vietnam et le Honduras. Il décrit les relations en mutation entre les gouvernements de ces pays, les agences bailleurs de fonds et les organisations civiques qui ont pris part dans la formulation de la nouvelle génération de SRPs.

Les Stratégies de Réduction de la Pauvreté se heurtent à un paradoxe central: en accordant des pouvoirs décisifs dans la formulation de politique aux agences externes, le processus même d'élaborer des stratégies de développement afin de donner priorité à la réduction de la pauvreté peut gravement ébranler la consolidation des forces démocratique, structures et idées dans les pays en voie de développement. Disponible chez Zed Books, c/o David Philip, Cape Town, 99 Garfield Road, Claremont 7700, PO Box 46962, Glosderry 7702. Adel info@newafricabooks.co.za Site web www.zedbooks.co.uk

PUBLICATIONS

The Millennium Development Goals - Raising the Resources to Tackle World Poverty
Édité par Fantu Cheru et Colin Bradford
Afrique du Sud, Ville du Cap, Zed Books en association avec Helsinki Process, 2005
238pp.

C'est une analyse mise à jour et détaillée de la diversité de nouvelles propositions de projet et des mécanismes en cours de discussion de façon à mobiliser les ressources financières nécessaires pour parvenir aux ODM d'ici 2015. Certaines des questions clés examinées incluent l'assistance officielle au développement, l'investissement direct étranger, les versements par les saisonniers, le prix d'exportation de produits et de nouvelles idées pour garantir un soulagement durable de la dette, y compris des droits spéciaux de retraits, l'annulation de la dette, la réévaluation des réserves d'or du Fonds Monétaire International, l'arbitrage de la dette et autres propositions de projet. Disponible chez Zed Books, c/o David Philip, Cape Town, 99 Garfield Road, Claremont 7700, PO Box 46962, Glosderry 7702. Adel: info@newafricabooks.co.za Site web: www.zedbooks.co.uk

Status of Food Security and Prospects for Agricultural Development in Africa
Ethiopie, Addis Ababa, Union Africaine, 2006
26pp.

Cette revue du secteur agricole et sa contribution au PNB, aux revenus d'exportation et à l'emploi révèle la prépondérance incontestée du secteur dans les économies de la plupart des pays africains. Pour le continent dans son ensemble, le secteur agricole compte pour approximativement 60 pour cent du total des emplois, 20 pour cent du total des exports et 15 pour cent du PNB. Disponible à l'Union Africaine, PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia. Adel: webmaster@africa-union.org Site web: www.africa-union.org

The New Partnership for Africa's Development Progress Report - Environmental Assessment and Reporting in Africa: Knowledge Base 2005
Afrique du Sud, Green Point, Habilitation pour une Démocratie Africaine Durable EASD/UNEP, 2005
Ce disque compact (CD) contient une base de connaissance des documents sur le statut de l'exercice de compte rendu sur l'environnement en Afrique. Il inclut les rapports sur l'environnement au niveau urbain, provincial, national, sous-régional et régional ainsi que des ressources telles que les manuels de formation et des publications sur les

indices environnementaux. Disponible sous format CD au EASD, P.O Box 165, Green Point, South Africa. Adel: info@easd.org.za Site web: http://.easd.org.za

The WTO Agreement on Agriculture Impact on Farmers

par Agnes Chaonwa
Zimbabwe, Harare, Centre de Commerces, 2005
14pp
La brochure met en lumière l'objectif primaire de l'Accord sur l'Agriculture de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui vise à réformer les principes et disciplines sur la politique agricole ainsi que de réduire les distorsions dans le commerce agricole causées entre autres par le protectionisme agricole et le soutien domestique. Disponible au Centre de Commerces, Harare. Adel: tradesc@tradescentre.co.zw Site web: www.tradescentre.org.zw

Understanding the WTO Dispute Settlement System

by Felix Maonera
par Felix Maonera
Zimbabwe, Harare, Centre de Commerces, 2005
32pp
Le règlement de dispute est expliqué en tant que pilier central du système multilatéral de commerce, le rendant plus sur et prévisible. En l'absence de moyens de règlement de disputes, il n'y aurait aucun moyen d'appliquer les règles. Disponible au Centre de Commerces, Harare. Adel: tradesc@tradescentre.co.zw Site web: www.tradescentre.org.zw

Mainstreaming ICTs: Africa lives the information Society

par Spurr, Nicola
Afrique du Sud, Johannesburg, WOMEN'SNET, 2005
114pp.
Dix cas d'études sont mis en lumière, réfléchissant sur des moyens innovateurs et créateurs par lesquels les Technologies de l'Information et des Communications (ICTs) ont été utilisées pour promouvoir le développement portant sur la population dans plusieurs pays de l'Afrique sous-Saharienne. Disponible à WOMEN'SNET, 31 Quinn Street, Newton, Johannesburg 2001, South Africa. Site web: www.womensnet.org.za



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 9 No. 3 A oût 2005



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION
Joseph Ngwawi, Patson Phiri, Bayano Valy, Eunice Kadiki,
Mukundi Mutasa, Chenai Mufanawejingo,
Chipo Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,
Clever Mafuta, Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

CONSEILLER A LA REDACTION
Responsable de l'unité de Communications d'Entreprise
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement de Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya
Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS
P4, NIFTY corporation; 5, Tourisme Sud Africain; 6, Juakali Kambale; 7, Secrétariat de la SADC, Gouvernement du Lesotho, KIT Tropenmuseum; 8, 11, CFM; 9, Eskom; 9, Illustrative Options; 8, 11, Gouvernement du Mozambique/ Institut National des Statistiques/ Agences des Nations Unies; 16, SARDC

EMISSION & IMPRESSION
DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:
Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadcoday@sardcnet
ou
SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

Nos remerciements aux compagnies aériennes mentionnées ci-dessous pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui: Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

CALENDRIER DES EVENEMENTS 2006

Août
11-14 Lesotho

Commission Permanente des Officiels Cadres de la SADC

La Commission Consultative Technique du Conseil des Ministres s'est réunie avant la session du Conseil et est présidée par le pays président de la SADC, tout comme le Conseil et le Sommet. Le président actuel de la SADC est le Botswana.

15-16 Lesotho

Conseil des Ministres de la SADC

Le Conseil est responsable de la supervision et contrôle des fonctions et développement de la SADC et d'assurer que les politiques soient correctement appliquées. Le Conseil se compose de ministres des affaires étrangères, de coopération internationale, de développement économique ou de planification et des finances de chaque Etat Membre. Le Conseil précède le Sommet et prépare les recommandations politiques pour adoption par les dirigeants.

17-18 Lesotho

Sommet de la SADC

Le Sommet des Chefs d'Etat et des Gouvernement représente l'ultime institution de la SADC responsable de la formulation de politique. Le Sommet de Maseru sera témoin du transfert officiel de la présidence de la SADC par rotation du Président Festus Mogae du Botswana au Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho.

13-18 Canada

Conférence Internationale 2006 sur le SIDA

Organisée par la Société Internationale sur le SIDA, le thème de la 16ième Conférence Internationale sur le SIDA s'intitulera " Il est temps de tenir ses promesses". Les participants partageront les évidences, idées et leçons les plus récentes apprises lors de recherches, politiques et programmes sur le VIH et SIDA. La conférence portera sur les préventions partagées, les traitements et obligations de soins de ceux engagés à lutter contre la pandémie.

20-26 Suède

Semaine Mondiale de l'Eau

La Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm est le lieu de préférence de réunion globale annuelle pour le renforcement de capacité, le renforcement de partenariat et le suivi sur la mise en oeuvre des processus et programmes internationaux dans le domaine de l'eau et du développement.

Septembre
11-15 Afrique du Sud

Conférence Highway Africa @ 10

Plus de 500 journalistes venant de 40 nations africaines sont attendus pour le dixième anniversaire de la Conférence Highway Africa. La conférence évaluera le statut des media de l'Afrique et portera sur son rôle dans la démocratie et développement.

26-29 Allemagne

Sommet Entreprise Afrique

Le sommet vise à accroître l'investissement européen en Afrique en sensibilisant le secteur privé sur les nombreuses opportunités commerciales en Afrique. Organisé par le NEPAD, le sommet aborde également des problèmes politiques spécifiques auxquels est confronté le secteur privé européen dans le marché africain et de développer des partenariats parmi les entreprises africaines et européennes.

Octobre
3-6 Namibie

Tourisme 2006

C'est la troisième d'une série de réunions pour la promotion de l'investissement tenues sous les auspices du Programme pour la Promotion de l'Investissement (ESIPP). Tourisme 2006 est un forum unique visant à encourager les pays de la SADC à s'engager dans des collaborations internationales, financières, techniques et commerciales pour le développement du tourisme et de l'hospitalité dans la région.

25-27 Italie

Congrès Mondial sur la Communication pour le Développement (WCCD)

Le WCCD vise à analyser et évaluer les nouveaux développements dans le domaine de la communication. Le congrès portera sur l'importance de la communication pour le développement et formulera des recommandations sur leur méthode d'application dans les politiques développementales.

A la mémoire des héros La solidarité façonne les luttes pour la libération

"LE SANG de tous les fils et filles de la Namibie a arrosé l'arbre de notre liberté et sera toujours dans la mémoire des générations présentes et futures de la République de la Namibie."

Ces mots tirés de "Where Others Wavered, Autobiography of Sam Nujoma (Où d'autres faiblirent, Autobiographie de Sam Nujoma) décrit avec justesse l'histoire de la lutte pour la libération non seulement pour la Namibie mais une grande partie de l'Afrique Australe.

Un facteur saisissant commun à toutes les luttes pour la libération fut l'importance accordée au régionalisme. La solidarité régionale joua un rôle clé dans l'influence sur l'avenir d'une Afrique Australe Indépendante.

Par conséquent, les héros de la libération de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe n'étaient pas limités aux fils et filles de ces pays mais comptaient les citoyens des autres pays de la région.

Cette année, le Mozambique commémore le 32^{ème} anniversaire de la victoire dans la guerre contre le colonialisme. Ce fut à Lusaka, le 7 septembre 1974, que le Front pour la Libération du Mozambique (FRELIMO) et le gouvernement portugais ont signé un accord qui mit fin à la guerre et prépara la voie pour une indépendance complète, neuf mois plus tard.

La journée est célébrée comme Journée de la Victoire et est un jour férié. A la mémoire de ses héros, le Mozambique commémore également la Journée des Forces Armées le 25 septembre de chaque année afin de marquer l'anniversaire du début de la lutte armée pour la libération nationale.

L'indépendance de l'Angola en 1975 eut des implications géo-stratégiques pour l'Afrique Australe alors que le pays devint un champ de bataille d'idéologie, centre nerveux africain de la Guerre Froide entre l'ancienne Union Soviétique et les Etats Unis.

A l'époque de son indépendance, la politique étrangère de l'Angola fut motivée par un souhait du premier président du pays après l'indépendance, Agostinho Neto, et de son gouvernement afin de repousser des attaques provenant de forces internes et externes.

Neto considéra les luttes pour l'indépendance dans le reste de l'Afrique comme directement connectée à la survie à long terme de son propre gouvernement.

Neto décéda le 17 septembre 1979 avant la réalisation de son rêve de créer un voisinage pacifique. Un jour férié, Fondateur de Nation et Journée Nationale des Héros le 17 septembre, lui fut consacré en Angola.

La Journée des héros au Zimbabwe est commémorée le 14 août mais l'histoire de la lutte du pays est incomplète s'il n'est pas fait mention des milliers de personnes des pays voisins qui ont soutenu leurs frères et soeurs zimbabwéens. Des milliers de mozambicains et zambiens soutinrent la lutte pour libérer leur voisin, et des monuments ont été érigés dans ces pays en leur mémoire.

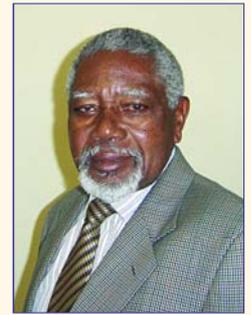
La journée des héros est marquée par un jour férié, suivi de la reconnaissance du rôle essentiel des Forces de Défense durant leur journée du 15 août.

On peut dire de même pour la lutte pour l'indépendance de la Namibie qui a produit de nombreux héros à l'intérieur et en dehors des frontières du pays, et qui renforça la solidarité régionale malgré les pertes de vies et la destruction de propriété en raison de la déstabilisation orchestrée par le régime apartheid sud africain. La Namibie se souvient de ses héros le 26 août de chaque année.

La SADC documente l'histoire de la libération

LA SADC est prête à s'embarquer sur un projet de collecte de l'histoire de la lutte pour la libération dans la région, à travers le Projet Histoire de la SADC, dont le patron est l'Ambassadeur Hashim Mbita.

Mbita fut Secrétaire Général de la Commission de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pendant plus de 20 ans, jusqu'à la conclusion de sa mission lors des élections démocratiques de l'Afrique du Sud en 1994.



Hashim Mbita

La Commission de Libération fut clôturée le 15 août 1994 par une cérémonie spéciale animée par Mwalimu Julius Nyerere à Arusha, suivie par 10 chefs d'état et de gouvernement, deux vice-présidents et neuf ministres des affaires étrangères. La cérémonie paya hommage au courage des soldats de la libération qui ont combattu et gagné l'indépendance.

La SADC a désormais entrepris la tâche de documenter cette histoire. Un bureau a été installé à Dar es Salaam sous la direction de Professeur A. Temu, et des préparations préliminaires ont été menées.

Les points focaux qui sont les experts en recherches ont été identifiés pour l'ensemble des huit pays, et des contrats ont été rédigés. Des jalons ont été fixés pour le projet de deux ans, et maintenant que les ressources ont été mobilisées, la difficulté majeure est de garantir la coopération de ces personnes qui ont des histoires à dire.

Le projet est opérationnel en Angola, Botswana, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, République Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

L'année dernière, dans une allocution inspirante adressée aux chercheurs, Mbita insista sur la nécessité "d'enregistrer l'inspiration, le dévouement, la détermination, les sacrifices, les besoins, les stratégies et les expériences glanées durant différentes phases."

Il précisa la "lutte pour la décolonisation qui a englouti le continent africain durant les 60 dernières années fusionnait pratiquement en une, bien qu'elle ait été combattue dans diverses parties et contre différents pouvoirs colonisateurs.

"L'Histoire devra être reflétée dans une perspective correcte à travers l'oeil africain car nombre de fois elle a été écrite en dehors du continent," conseille Mbita.

Le projet fut approuvé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Sommet de la SADC lorsqu'ils furent réunis au Botswana en août 2005 pour marquer le Jubilé d'Argent de la communauté régionale. Le projet est entièrement financé par les gouvernements de la SADC.

Jours Fériés dans la SADC pour la période de août - octobre 2006

1er août	Journée des Parents	RDC
7 août	Journée des Fermiers	Zambie
8 août	Journée de Paysans	Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
14 août	Journée des Héros	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar
15 août	Assomption de la Vierge Marie	Ile Maurice
15 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
26 août	Journée des Héros	Namibie
29 août	Ganesh Chaturthi	Ile Maurice
6 septembre	Journée Somhlolo	Swaziland
7 septembre	Journée de la Victoire	Mozambique
17 septembre	Journée du Fondateur de la Nation et Journée National de Héros	Angola
24 septembre	Journée de l'héritage	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des Forces Armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
1er octobre	Jour Férié	Botswana
2 octobre	Jour Férié	Botswana
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la Réconciliation/ de la Paix	Mozambique
9 octobre	Fête des Mères	Malawi
14 octobre	Journée Mwalimu Nyerere et Climax du "Parcours de la TorcheUhuru	Tanzanie
21 octobre	Divali	Ile Maurice
24 octobre*	Eid ul Fitr	Ile Maurice, Tanzanie
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie

* Tributaire de la visibilité de la lune